

Christian SAUTTER
Lettre à nos amis 346
Voir loin, agir proche

vendredi 17 octobre 2008

UNE SEULE VALEUR EN HAUSSE : LA SOLIDARITE

En ces temps d'effondrement des valeurs boursières, il est réconfortant qu'une valeur soit en hausse : la solidarité.

Un premier exemple fut le Forum « Paris pour l'emploi » qui s'est tenu entre la tour Eiffel et l'Ecole militaire les 9 et 10 octobre. Quand je suis arrivé sous la vaste tente, le jeudi matin à l'heure d'ouverture, un tandem m'a joyeusement abordé. Un homme jeune et habillé de blanc trépignait d'impatience et un homme plus âgé, le regardant avec confiance, m'a dit : « Il aura trouvé un emploi avant midi. » Le premier était allocataire du Revenu Minimum d'Insertion (RMI). Le second était un retraité bénévole d'une des associations que la Ville a financées pour préparer les chômeurs de longue durée à trouver chemin et espoir d'embauche dans cette vaste tente où 470 entreprises proposaient 40 000 emplois de toutes qualifications. Les deux compères sont partis à la chasse au trésor, avec un CV impeccable, une présentation soignée et des cibles sélectionnées, car on ne peut voir 470 responsables des ressources humaines, même en deux jours. Je les ai croisés en fin de matinée, jubilant d'avoir réussi.

400 Rmistes ont été épaulés. Et 150 candidats handicapés ont aussi bénéficié d'un accompagnement sur mesure. Au total, 47000 visiteurs ont parcouru les allées en deux jours et l'on espère que 6000 d'entre eux trouveront un emploi d'ici six mois.

Je rends hommage aux 2000 cadres d'entreprises qui ont donné de leur temps et de leur humanité pour accueillir, écouter, sélectionner les candidats. Pour ces cadres, les deux journées avaient vraiment du sens. Notons que les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du bâtiment, de la banque ou des services informatiques n'avaient pas déserté le rendez-vous, malgré les incertitudes de la conjoncture.

Je cite aussi les élèves de trois lycées professionnels qui ont tenu l'accueil et les centaines d'agents de la Ville de Paris qui n'ont pas mesuré leur peine. Ayant commencé par louer des associations d'accompagnants, je terminerai en disant tout le bien possible de l'association « Carrefours pour l'emploi » qui a organisé à nouveau ce Forum.

Dans la même rubrique de solidarité, je range le sursaut européen face à la crise financière. Les pays de l'euro, puis les 27 membres de l'Union européenne ont su réprimer la tentation du « chacun pour soi » et adopter un plan de sauvetage du secteur bancaire européen, ample et intelligent. Il faut reconnaître au président Sarkozy le mérite d'avoir vite compris que la solution se trouvait dans le plan de Gordon Brown, Premier

ministre britannique et ancien Chancelier de l'Echiquier, que j'avais cotoyé dans les multiples rencontres de ministres des Finances. Et le mérite aussi d'avoir persuadé les autres Européens de l'intérêt de jouer collectif.

Mais, direz-vous, les Bourses continuent à descendre en vrille et cela prouve que rien n'est résolu. Je voudrais vous convaincre que le plan européen nous a permis d'éviter une dépression (une diminution de la production de plus de 10%, comme en 1929) mais pas une récession (stagnation ou chute faible de la production), probablement longue.

Comparaison n'est pas raison, mais nous avons l'exemple du Japon qui a mis dix ans pour guérir de l'explosion d'une bulle spéculative en 1991. La maladresse de la politique économique explique en partie cette durée exceptionnelle, mais, en sens inverse, le Japon a été tiré de l'ornière par la locomotive chinoise, qui sera moins puissante dans les années qui viennent.

Essayons de voir ensemble le scénario probable, pas du tout dramatique, mais quand même préoccupant : on ne sort pas de la crise du siècle en deux journaux télévisés. Deux immenses chantiers vont s'ouvrir.

Le premier est américain. La crise est partie de la finance américaine et elle ne cessera que lorsque le casino aura été fermé. Cela veut dire : revenir à des comptes bancaires transparents et abolir toutes les opérations dites hors bilan ; interdire toute transaction avec les paradis fiscaux ou paradis de la contrebande pour ne pas dire de la délinquance ; mettre évidemment un terme aux prêts qui financent de la cavalerie financière ou immobilière. Il faudra aussi supprimer les rémunérations excessives, mais comment ? L'autodiscipline a montré sa vanité. Il n'y a qu'une solution : relever le taux maximal d'impôt sur le revenu. Roosevelt l'avait majoré de 25% à 63% en 1932, puis 79% en 1936, pour arriver un pic en pleine économie de guerre, de 91% en 1941. En 1964, alors que l'économie américaine était à son apogée, il était encore de 77% pour redescendre à 30-35% à l'époque Reagan-Bush (Thomas Piketty, Libération 300908).

Et ce grand carénage du paquebot de Wall Street ne suffira pas. Il faudra que la croissance réelle des Etats-Unis redémarre sur des bases saines, avec un principe tout bête : sans une bonne dose d'épargne, on ne peut se lancer dans l'achat d'un logement ou de nouveaux équipements. Et il faudra moderniser les industries traditionnelles. Quand on sait que General Motors est au bord de la faillite, et ceci bien avant la crise financière, on voit qu'il y a de l'ouvrage.

Le deuxième chantier, international, n'est pas plus simple. L'étalon dollar a vécu et devra être remplacé par un panier de monnaies. Mais la relève n'est pas prête : l'euro reste immature, le yuan chinois inconvertible et le yen japonais insulaire. Les taux de change devront refléter les compétitivités : en clair, un yuan et un yen plus élevés, un dollar plus faible et un euro dans la moyenne. Il faudra supprimer les paradis fiscaux. Et ce sera le moment où jamais d'instituer la taxe Tobin,

un impôt très faible sur toutes les transaction financières mondiales. Seuls les capitaux spéculatifs seront touchés et l'on aura enfin les moyens de lutter contre la faim.

Le futur président américain sera le personnage décisif. Des deux candidats, c'est Obama qui est le plus proche de Roosevelt. Même dans l'hypothèse la plus favorable, il faudra plusieurs années pour trouver un nouveau régime de croissance durable.

Il serait naïf de croire que l'Europe peut anticiper ce mouvement, tant elle manque de gouvernement économique. Dans les 27 pays, il faudra simultanément tuer les virus spéculatifs, éliminer les paradis fiscaux (européens), clarifier les comptes, faire sauter les boucliers fiscaux qui protègent les enrichissements absurdes, lutter contre la corruption. Il faut absolument qu'après avoir confessé ses péchés sous la pression de la grosse frayeur de la crise, le capitalisme financier ne reparte de plus belle, avec seulement un peu moins d'ostentation qu'hier.

Si j'étais d'humeur à plaisanter, je dirais que le seul endroit où la solidarité et l'esprit de décision n'ont fait aucun progrès, malgré la gravité des événements passés et à venir, c'est au sein du Parti socialiste français. La grande majorité des six motions préparées pour le Congrès de la mi-novembre reprend le même diagnostic sur les crises, fait des propositions timides aussi bien au niveau national qu'au niveau européen ou mondial et partage quelques bonnes idées : le non-cumul des mandats pour les seuls parlementaires (c'est un début !), le droit de vote des étrangers aux élections locales, la fiscalité écologique (sans toutefois parler du prix de l'essence !). Le seul clivage qui persiste est celui qui sépare les partisans du Oui et ceux du Non au referendum de 2005, entre ceux qui croient qu'on peut améliorer la social-démocratie européenne et ceux qui nourrissent le mythe du socialisme radical dans une France (ou une Europe) protégée des typhons du large.

Et comment revendiquer le pouvoir si le Parti socialiste s'abstient quand le Parlement examine un plan de sauvetage financier évident ? Comment donner de la crédibilité à la critique d'un budget 2009, tourné vers le passé plutôt que vers l'avenir, si l'on n'approuve pas de temps en temps des initiatives d'intérêt national ?

Espérons donc que l'ampleur de la crise qui va balayer notre pays suscite un réflexe d'union au sein du principal parti de gauche. Imaginons qu'émerge du Congrès de Reims une équipe homogène composée de Delanoë et Moscovici pour la motion A, de Caresche pour la motion écologique, d'Aubry et Lebranchu pour la motion D, de Bianco et Batho pour la motion Royale, et de Pupumat, pour l'utopie et l'humour, dont les militants et les Français ont bien besoin. Le New Deal sera en marche !

Christian Sautter